



**Arrêté préfectoral complémentaire n°2026 - 242 du 13 FEV. 2026
modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et ses
installations, annexes exploitées par la société « CARRIÈRE D'IPPÉCOURT » sur le territoire de la
commune d'Ippécourt (55220)**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le Schéma Régional des Carrières de la Région Grand Est, approuvé par arrêté préfectoral n°2024-665 du 27 novembre 2024 ;

Vu le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), annexé au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) modifié, adopté les 18 et 19 décembre 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-3078 du 23 octobre 2024 autorisant la société « CARRIÈRE D'IPPÉCOURT » à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de traitement situées sur le territoire de la commune d'Ippécourt ;

Vu la demande reçue par courriel du 3 juillet 2025, présentée par société « CARRIÈRE D'IPPÉCOURT », dont le siège social est situé 20 Route de Fleury-sur-Aire à IPPÉCOURT (55220), à l'effet d'obtenir une modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2024-3078 du 23 octobre 2024 susvisé ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal de la commune d'Ippécourt en date du 4 septembre 2024 et du 26 novembre 2024, favorables au projet de modification du plan de réaménagement par des terres inertes uniquement ;

.../...

Vu le rapport n°CL/008-2026 du 19 janvier 2026 de l’inspection des installations classées de la DREAL Grand Est ;

Vu le projet d’arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 21 janvier 2026 ;

Vu les observations de l’exploitant reçues par courrier du 26 janvier 2026 ;

Vu l’analyse de l’inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 5 février 2026 ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire ne relève pas de la procédure d’autorisation environnementale ;

Considérant que la modification sollicitée conduit à améliorer la situation finale en particulier pour favoriser l’usage agricole retenu dès l’autorisation de la carrière ;

Considérant que l’apport de déchets inertes est effectué majoritairement en contre-voyages et exclusivement pour les apports étrangers ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

L’arrêté préfectoral d’autorisation d’exploiter n°2024-3078 du 23 octobre 2024, délivré pour le compte de la société « CARRIÈRE D’IPPÉCOURT », SIRET 930 513 841 00013, dont le siège social est situé 20 route de Fleury-sur-Aire à IPPÉCOURT (55220) est modifié/complété par les dispositions fixées par le présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 2 : Modification de l’arrêté préfectoral n°2024-3078 du 23 octobre 2024

- L’article 7.2 est modifié comme suit :

«
7.2 Synthèse de la gestion des déchets inertes

Les principaux déchets inertes générés par l’exploitation de la carrière en fonctionnement normal sont les suivants :

Code des déchets	Procédés et/ou activités à l’origine du déchet potentiel	Nature des déchets	Quantité totale estimée sur la durée d’exploitation	Destination/ Utilisation
Terres non-polluées	Décapage de la terre végétale (0,2 m) à l’aide d’engins mécaniques	Terre végétale	128 554 m³	Merlons Réaménagement
01 01 – Déchets provenant de l’extraction				
01 01 02 Déchets provenant de l’extraction de minéraux non-métallifères	Décapage de la découverte (3 m) à l’aide d’engins mécaniques	Déchets solides issus de la découverte du gisement correspondant à des calcaires argileux, des marnes voire des argiles	552 446 m³	Merlons en bordure Ouest Réaménagement Stockage en surface

01 04 – Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non-métallifères				
01 04 12 Stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11	Lavage des matériaux (15 % du gisement)	Boues issues du lavage des matériaux traités	575 250 m ³	Bassins de décantation Réaménagement

Dans le cadre du réaménagement, un apport de matériaux inertes externes est autorisé sur site pour un volume de 100 000 m³/an. Ces apports visent à combler les zones d'extraction pour adoucir la pente et tendre vers un retour à la cote NGF du terrain naturel, selon les plans fournis par l'exploitant et figurant en annexe du présent arrêté.

Les remblais inertes externes satisfont aux critères définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les remblais inertes externes autorisés sur site sont strictement limités aux codes déchets suivant :

Code déchet	Description
17 05 04	Terres et cailloux ne provenant pas de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres provenant de jardins et de parcs

L'apport de matériaux inertes externes se fait majoritairement par contre-voyage pour limiter le trafic aux estimations du dossier.

Les apports de matériaux inertes externes provenant de l'étranger sont limités à 50 % du volume d'apport autorisé, soit 50 000 m³/an. Ils proviennent exclusivement du Luxembourg et sont effectués systématiquement en contre-voyage. L'exploitant tient l'ensemble des justificatifs (bons de commande des produits et bordereaux de réception des déchets associés) à la disposition de l'inspection des installations classées.

La traçabilité des matériaux qui sont apportés sur le site est assurée par les dispositions réglementaires en vigueur :

- les apports de matériaux sont obligatoirement accompagnés d'un document qui indique le producteur, leur provenance et leur transporteur, leur destination, leurs quantités (en tonnes), leur codification dans la nomenclature des déchets et la nature du contre voyage ;
- en cas d'acceptation du chargement : un accusé d'acceptation mentionnant la quantité admise (en tonnes), la date et l'heure est émis ;
- un registre des admissions (comprenant aussi les refus) est tenu à jour sur le site ;
- un plan topographique présentant un maillage de 50 m * 50 m, afin d'identifier la localisation des apports, est établi.

Article 3 : Sanctions

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Information des tiers

Une copie de cette décision est déposée, pour information, à la mairie d'Ippécourt et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire.

En vue de l'information du public, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

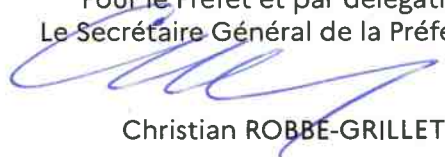
Article 6 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 7 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et le Maire d'Ippécourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée, à titre de notification, au Directeur de la société « CARRIÈRE D'IPPÉCOURT » et, à titre d'information, au Président du Conseil régional Grand Est, au Président du Conseil départemental de la Meuse, au Directeur départemental des territoires de la Meuse, à la Déléguée territoriale de la Meuse de l'Agence régionale de santé Grand Est, à la Sous-Préfète de l'arrondissement de Verdun ainsi qu'aux Maires des communes d'Autrécourt-sur-Aire, Froidos, Julvécourt, Lavoye, Nubécourt, Osches, Saint-André-en-Barrois, les Souhesmes-Rampont, Souilly, Vadelaincourt et de Ville-sur-Cousances.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET